

**MLEZI MAORE**  
**6 RUE DES JARDINS FLEURIS**  
**97600 MAMOUDZOU**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2023

\*\*\*\*\*

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MLEZI MAORE** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés :

- dans la note « **Faits caractéristiques** » de l'annexe en page 13 concernant les points suivants :
  - o Le point 1 au sujet du contrôle de la Cour Régionale des Comptes de Mayotte, le rapport définitif ayant été transmis en mars 2024,
  - o Le point 2, en page 13, relatif aux retards d'encaissement des créances liées aux projets européens et des avances de trésorerie en point 7 en page 14,
  - o Le point 4, en page 13, relatif au risque sur le bâti CHRS SONGORO,
  - o Le point 5, en page 13, relatif au contrôle URSSAF – période 2020 - 2022,
  - o Le point 8 relatif à la Gestion des fonds européens à Mayotte, notamment en terme de la validation des services faits et du taux d'éligibilité retenu.
  
- Dans la note L « **Provisions pour risques et charges** », en page 19, relative à la méthode retenue sur la provision pour gros entretiens.



## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :**

- La correcte appréhension des subventions, la validation de leur exhaustivité et de leur rattachement au correct exercice,
- L'utilisation des fonds dédiés,
- La correcte appréhension des montants portés en fonds dédiés et en subventions à recevoir,
- La vérification et l'analyse de la masse salariale.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

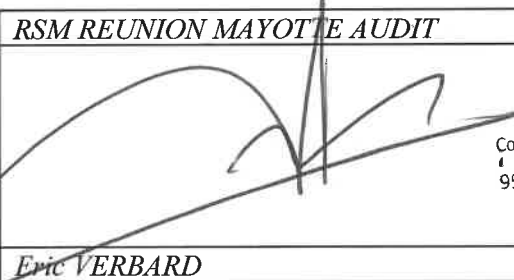
Les comptes annuels ont été arrêtés par l'administrateur unique.

### **Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

*A Mamoudzou, le 10 juin 2024*

<b>RSM REUNION MAYOTTE AUDIT</b>

<b>Eric VERBARD</b>

**RSM**  
**RSM REUNION MAYOTTE AUDIT**  
Commissariat aux Comptes-SAS au capital de 1000€  
Espace Tarani - Local N° 1  
95 Chemin Pente Sassy - 97440 SAINT ANDRE  
SIRET : 797 998 325 00014 - NAF : 6920Z  
Tél : 0262 818 817

## **ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU (DES) COMMISSAIRE(S) AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## **Mlezi Maore**

6, rue Jardin Fleuri, Kavani  
97600 Mamoudzou

## **Comptes Annuels**

Arrêtés au 31 décembre 2023

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023

## Sommaire

<b>BILAN</b>	<b>7</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>12</b>
<b>PRESENTATION DE L'ENTITE</b>	<b>12</b>
<b>FAITS CARACTERISTIQUES</b>	<b>13</b>
<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b>	<b>14</b>
<b>CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE</b>	<b>15</b>
<b>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION</b>	<b>16</b>
<b>NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES</b>	<b>21</b>
<b>NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>22</b>
<b>NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>23</b>
<b>NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES</b>	<b>24</b>
<b>NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>25</b>
<b>NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT</b>	<b>26</b>
<b>NOTE 8. PROVISIONS &amp; DEPRECIATIONS</b>	<b>27</b>
<b>NOTE 9. FONDS DEDIES</b>	<b>28</b>
<b>NOTE 10. CHARGES A PAYER</b>	<b>29</b>
<b>NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>29</b>
<b>NOTE 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>29</b>
<b>NOTE 14. BILAN FINANCIER</b>	<b>30</b>
<b>NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>31</b>
<b>NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>32</b>
<b>NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>32</b>
<b>NOTE 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE</b>	<b>34</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE</b>	<b>35</b>
<b>NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>36</b>
<b>NOTE 23. EFFECTIF</b>	<b>37</b>
<b>NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>37</b>
<b>NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES</b>	<b>37</b>
<b>NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>37</b>
<b>NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT</b>	<b>37</b>

## BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	267 637	172 350	95 287	262 639
Frais de recherche et de développement	11 720	11 720		482
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	28 200	20 176	8 024	398
Fonds commercial	10 252		10 252	10 252
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	220 073	373	219 700	219 960
Constructions	2 036 329	894 578	1 141 751	1 263 381
Installations techniques, matériels et outillage	232 733	162 777	69 956	86 502
Autres Immobilisations corporelles	9 320 681	5 214 221	4 106 460	4 093 910
Immobilisations corporelles en cours				9 626
Avances et acomptes	21 658		21 658	500 257
Biens reçus par legs ou donations dest à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	980		980	980
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	29		29	29
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	349 009	5 774	343 235	329 095
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>12 499 301</b>	<b>6 481 969</b>	<b>6 017 332</b>	<b>6 777 511</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	47 535		47 535	166 242
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	4 458 015	18 380	4 439 635	830 443
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	11 133 032	2 370 850	8 762 182	10 099 174
Valeurs mobilières de placement et Inst. de Tréso.	275 057		275 057	274 916
Disponibilités	5 247 855		5 247 855	4 688 809
Charges constatées d'avance	23 943		23 943	10 880
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>21 185 437</b>	<b>2 389 230</b>	<b>18 796 207</b>	<b>16 070 464</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
Ecarts d'arrondi				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>33 684 738</b>	<b>8 871 199</b>	<b>24 813 539</b>	<b>22 847 975</b>

<b>BILAN PASSIF</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Fonds Propres sans droit de reprise</b>	<b>146 360</b>	<b>146 360</b>
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	146 360	146 360
<b>Fonds Propres avec droit de reprise</b>		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>	<b>7 685 130</b>	<b>7 839 020</b>
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	167 879	167 879
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	7 341 663	7 495 553
- Autres réserves	175 588	175 588
<b>Report à nouveau</b>	<b>-1 454 059</b>	<b>-913 575</b>
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	478 011	-173 770
- Autres reports à nouveau	-1 932 070	-739 805
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-830 130</b>	<b>-694 371</b>
- Activités en gestion contrôlée	2 063 401	492 381
- Autres activités	-2 893 531	-1 186 752
<b>Situation Nette</b>	<b>5 547 301</b>	<b>6 377 434</b>
Subventions d'investissement	1 159 844	2 900 213
Provisions réglementées	500 136	524 432
Autres fonds propres		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>7 207 281</b>	<b>9 802 079</b>
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	9 232 308	6 888 848
<b>FONDS DEDIES OU REPORTEES</b>	<b>9 232 308</b>	<b>6 888 848</b>
Provisions pour risques	46 500	186 517
Provisions pour charges	801 952	899 731
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>848 452</b>	<b>1 086 248</b>
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	81 175	149 850
Emprunts et dettes financières divers	5 545	3 552
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	6 454	
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 121 569	1 230 811
Dettes fiscales et sociales	3 889 283	3 030 543
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 169 200	72 010
Produits constatés d'avance	252 272	584 034
<b>DETTES</b>	<b>7 525 498</b>	<b>5 070 800</b>
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>24 813 539</b>	<b>22 847 975</b>
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	152	



## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations		40
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>302 516</b>	<b>246 094</b>
-Ventes de biens :	31 435	2 409
<i>Ventes de marchandises</i>		344
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	31 435	2 065
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	271 081	243 685
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	153 793	176 208
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	117 288	67 477
<i>Autres prestations de service</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>37 863 478</b>	<b>28 954 700</b>
- Concours publics	22 251 399	17 049 504
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	10 124 089	7 175 049
<i>Dotation Globale de Financement</i>	12 056 795	9 843 655
<i>Autres produits de tarification</i>	70 515	30 800
- Subventions d'exploitation	15 612 079	11 889 196
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
- Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières		16 000
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	337 339	117 947
Utilisation des fonds dédiés	3 653 115	3 684 030
Autres produits de Gestion Courante	335 776	335 719
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>42 492 224</b>	<b>33 338 530</b>
Achat de marchandises	1 647	2 936
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	7 524 041	7 282 967
Aides financières	633 239	330
Impôts, taxes et versements assimilés	588 209	428 630
Salaires et traitements	17 993 456	16 362 556
Charges sociales	5 812 061	4 765 475
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 734 265	1 314 770
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	2 389 230	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	46 500	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	5 996 575	3 519 675
Autres charges	555 894	234 744
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>43 275 117</b>	<b>33 912 083</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-782 893</b>	<b>-573 553</b>
<b>Quote part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

<b>COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	34 530	6 915
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Produits financiers</b>	<b>34 530</b>	<b>6 915</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 103	3 283
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>2 103</b>	<b>3 283</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>32 427</b>	<b>3 632</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>-750 466</b>	<b>-569 921</b>
Sur opérations de gestion	2 618	1 191
Sur opérations en capital	29 000	5 100
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	24 296	13 139
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>55 914</b>	<b>19 430</b>
Sur opérations de gestion	60 015	5 241
Sur opérations en capital	24 271	34 080
Dotations aux amortissements et aux provisions	51 292	104 559
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>135 578</b>	<b>143 880</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-79 664</b>	<b>-124 450</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-830 130</b>	<b>-694 371</b>
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>42 582 668</i>	<i>33 364 875</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>43 412 798</i>	<i>34 059 246</i>

Annexe visée  
par le CAC

**Sommaire :**

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
LISTE DES STRUCTURES COMPRISES DANS LE PERIMETRE		X		
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION				
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & Dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance	X		
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Goba1	X		
Note 20	Subventions et Concours Publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

Annexe visée  
par le CAC

## ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 sont caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	24 813 539 €
✓ Total du compte de résultat (Produits)	42 582 668 €
✓ Résultat de l'exercice (Déficit)	-830 130 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Président Administrateur Unique de l'association en date 10 juin 2024.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

## PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Mlezi Maore a pour but d'apporter, à un public d'enfants soumis à l'obligation de l'instruction scolaire ou non, de jeunes et d'adultes en difficultés (hommes et femmes) les moyens nécessaires à une insertion sociale rapide au sein d'une société en pleine mutation.

Elle intervient notamment dans les champs du Handicap, de la Jeunesse et des Solidarités sur le territoire de Mayotte.

Pour arriver à ses objectifs Mlezi Maore compte désormais 35 dispositifs sur le territoire dont 19 établissements sociaux et médico-sociaux (AEMO, CHRS, ITEP, CAMSP, IME, SESSAD, UEEA...) sous contrôle d'une autorité de tarification et de contrôle.

Annexe visée  
par le CAC

## FAITS CARACTERISTIQUES

### 1. Contrôle de la Cour Régionale des Comptes de Mayotte

En date du 25 avril 2023, la Cour Régionale des Comptes a décidé de procéder au contrôle des comptes et de la gestion de l'association Mlezi Maore au titre des exercices 2018 et suivants. Le contrôle démarré en mai 2023 ; le rapport définitif de la Cour Régionale des Comptes a été reçu en mars 2024. Il n'a pas eu d'impact sur les états financiers de l'association.

### 2. Retards d'encaissements des créances liées aux projets

Les retards d'encaissements des projets financés, notamment par le Conseil Départemental & le FSE représentent une créance de 4.713 ke sur 4 ans (2019-2022), ont été dépréciés à la clôture à hauteur de 2.226 ke compte tenu du risque de non recouvrement analysé à la clôture, dont 986 ke pour l'établissement SIAE et 548 ke pour le pôle Enfance.

### 3. Fraude d'un ancien salarié

L'association Mlezi Maore estime avoir été victime, en 2022, d'agissements frauduleux de l'un de ses anciens collaborateurs et a déposé plainte le 27 octobre 2022 ; cette dernière est en cours d'instruction. Les sommes en question ont été enregistrées dans un compte de tiers dédié dans l'attente de la fin de la procédure. En 2023, une dépréciation de la créance de 145 ke a été constatée en résultat d'exploitation.

### 4. Risque sur le bâti CHRS Songoro

Compte tenu des problématiques de glissements de terrain, le CHRS Songoro a été fermé et évacué. Une provision pour travaux a été constatée pour un montant total de 500 ke (2018 : 300 ke – 2019 : 100 ke – 2020 : 100 ke) sur la base des constatations des experts internes et externes à l'association afin de couvrir l'ensemble des risques de malfaçons et sécuriser le lieu pour une reprise d'activité.

En 2023, des reprises de 20 ke ont été effectuées pour faire suite à des engagements de dépenses portant le solde de la provision à 438 ke.

### 5. Contrôle URSSAF – Période 2020 -2022

L'association Mlezi Maore a fait l'objet d'un contrôle Urssaf au titre des années 2020, 2021 et 2022 au titre de l'application des législations de sécurité sociale.

Une lettre d'observation, reçue le 15-11-2023, notifie un redressement de 110 ke. Ce redressement a fait l'objet d'une contestation en janvier 2024, notamment sur les redressements versement mobilité et réduction générale sur les bas salaires.

L'impact sur les comptes annuels et de facto du résultat d'exploitation est de 110 ke nets.

### 6. Vie des établissements

Le dispositif des Jeunes en errance n'a pas pu ouvrir. Les frais de démarrage de l'établissement impactent le résultat à hauteur de -179 ke (loyers...) au sein du dossier comptable association.

Annexe visée  
par le CAC

## **7. Opérations non courantes**

### **Avances en compte courant versées à des filiales**

L'association Mlezi Maore a perçu 900 ke de remboursement d'avances de trésorerie qu'elle avait accordé à sa filiale la SCI Mlezi Maore, portant le solde des avances et intérêts liés non remboursés à la clôture à 159 ke.

### **Avances ponctuelles de trésorerie reçues d'associations du Groupe SOS**

L'association Groupe SOS Jeunesse a octroyé, en 2023, à l'association Mlezi Maore une avance de trésorerie de 2 Me. Cette avance, non remboursée à la clôture, est constatée dans le poste autres dettes au passif du bilan.

## **8. Gestion des fonds européens à Mayotte**

Suite à un contrôle de la CICC (organisme de contrôle des services gestionnaires et instructeurs des fonds européens), le GIP Mayotte Europe, en charge de la gestion des fonds européens à Mayotte, a pris du retard sur les contrôles de service fait et sur les certifications de dépenses sur le programme opérationnel précédent : plan opérationnel 2014 à 2020, clôturé en 2023.

Il en ressort une programmation des conventions SIAE 2022 et E2C 2022 à décembre 2023. De nos échanges avec le GIP et les services de la préfecture, ces dépenses liées à ces conventions seront validées avant fin juillet 2024 et mis en paiement avant décembre 2024.

Concernant les conventions 2023 (SIAE et E2C), les services de la préfecture nous ont confirmé que les appels à projet FSE seront lancés en juillet / août 2024. Les comités de programmation auront lieu sur le second semestre et les conventions seront donc transmises dans la continuité. Considérant ces faits et par principe de prudence, aucune subvention 2023 n'a donc été enregistrée, dans l'attente d'une validation de comité de programmation des fonds européens FSE.

### **Solde des conventions SIAE 2019 à 2021**

Les services instructeurs ont validé les soldes de subventions FSE de 2019 à 2021 en 2023. Un taux d'éligibilité de 53% a été retenu sur cette période, avec rejet de certaines dépenses suite aux contrôles. Les services du groupe SOS sont en échange avec les services du GIP pour réintégration de certaines dépenses inéligibles, au regard du contexte mahorais.

## **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

### **Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :**

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit ) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

annexe visée  
par le CAC



Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association Mlézi Maoré demeure encore incertaine.

L'Association Mlézi Maoré estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

#### **Conflit Ukraine Russie :**

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

#### **Démission de la présidente**

Par décision en date du 6 juin 2024, la présidente de l'association a présenté sa démission au directoire du Groupe SOS.

### **CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE**

#### **a) Changement de méthode comptable**

Néant.

#### **b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison**

Néant.

#### **c) Changement d'estimation comptable**

Néant.

<sup>F</sup> **Annexe visée  
par le CAC**

## PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

### a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité analytique, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont directement intégrés au sein de la balance générale.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

### b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1<sup>er</sup> du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-94.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires,

Annexe visée  
par le CAC



- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- En respectant le règlement ANC N°2016-07 relatif au P.C.G. homologué par article du 26 décembre 2016 et publié au Journal Officiel du 28 décembre 2016 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

### c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

Néant.

### d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée de 1 à 3 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie d'utilité prévue :

En mode linéaire :

- |                     |           |
|---------------------|-----------|
| - Logiciels         | 1 à 3 ans |
| - Licences diverses | 1 à 3 ans |

### e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

**Les amortissements** sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

En mode linéaire :

- |                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| - Construction                       | 10 à 40 ans |
| - Installations et agencements       | 5 à 10 ans  |
| - Véhicules de transport             | 2 à 5 ans   |
| - Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans   |
| - Mobilier                           | 2 à 5 ans   |

#### Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée dans les comptes.

Annexe visée  
par le CAC

#### **f) Immobilisations Financières :**

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

#### **g) Créances et Dettes :**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n° 8 de l'annexe.

#### **Comptes Courants d'associés**

Le détail des comptes courants détenus sur les filiales est indiqué en note n° 3 de l'annexe.

#### **h) Trésorerie - Emprunts**

- **Disponibilités :** lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement :**

**Titres :** ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, le relevé des valeurs s'élève à 1 ke, contre une valeur de prix de revient global comptabilisé de 1 ke.

**Comptes à Terme – Dépôt à Terme :** ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31-12-2023, l'association dispose d'un dépôt à terme d'une valeur de 274 ke faisant l'objet d'un nantissement dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole (cf. Note n°22).

- **Emprunts :** les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital) <sup>Annexe VI</sup> par le CA.

### **i) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise**

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

Au 31/12/2023, l'association ne bénéficie pas d'apport en fonds associatifs avec droit de reprise.

### **j) Subventions d'investissement**

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à couvrir au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2023 à 1 159 844 euros.

### **k) Provisions réglementées**

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

### **l) Provisions pour risques et charges :**

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

**Les provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

**Les provisions pour gros entretiens** ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Annexe visée  
par le  CAC

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

#### **m) Fonds dédiés**

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en note N° 9.

\*\*\*\*\*

# **Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES**

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation De Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	279 357									279 357
Autres immobilisations incorporelles	24 425	14 027								38 452
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>303 782</b>	<b>14 027</b>								<b>317 809</b>
Terrains	220 073									220 073
Constructions	1 943 411	92 918								2 036 329
Instal. techniques matériel et outillage	225 291	7 442								232 733
Instal. générales, aménagements divers	3 978 327	426 104	-58 903							4 345 528
Matériel de transport	2 375 938	140 861	-66 390					500 259		2 950 668
Matériel de bureau et informatique	714 064	128 281	-969							841 376
Mobilier	704 554	115 487	-8 776							811 265
Autres	291 645	98 277	-18 078						-9 626	371 844
Immobilisations corporelles en cours	9 626									
Avances et acomptes	500 257	21 660						-500 259		21 658
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>10 963 186</b>	<b>1 031 030</b>	<b>-153 116</b>						<b>-9 626</b>	<b>11 831 474</b>
Participations	980									980
Prêts										
Autres titres et immobilisations financières	334 898	38 240	-24 100							349 038
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>335 878</b>	<b>38 240</b>	<b>-24 100</b>							<b>350 018</b>
<b>Total Valeurs Brutes</b>	<b>11 602 846</b>	<b>1 083 297</b>	<b>-177 216</b>						<b>-9 626</b>	<b>12 499 301</b>

Annexe visée  
par le CAC

**Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation De Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	16 236	167 834								184 070
Autres immobilisations incorporelles	13 775	6 401								20 176
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>30 011</b>	<b>174 235</b>								<b>204 246</b>
Terrains	113	260								373
Constructions	680 030	214 548								894 578
Instal. techniques matériel et outillage	138 789	23 988								162 777
Instal. générales, aménagements divers	1 833 463	555 029	-56 019							2 332 473
Matériel de transport	1 193 032	531 902	-45 450							1 679 484
Matériel de bureau et informatique	358 211	121 738	-969							478 980
Mobilier	416 931	114 459	-8 776							522 614
Autres	168 981	49 398	-17 629						-80	200 670
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>4 789 550</b>	<b>1 611 322</b>	<b>-128 843</b>						<b>-80</b>	<b>6 271 949</b>
<b>Total Amortissements</b>	<b>4 819 561</b>	<b>1 785 557</b>	<b>-128 843</b>						<b>-80</b>	<b>6 476 195</b>

Annexe visée  
par le CAC

### Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières							
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 023	200 100	-	0,01%	30	0	26 071 465
SCI Mlezi Maore	2 023	1 000	71 081	95,00%	68 477	-15 830	65 960

<i>Valeur comptables des titres détenus</i>			<i>Autres renseignements</i>		
	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	30	30	-		0
SCI Mlezi Maore	950	950	159 335		0
<b>Total</b>	<b>980</b>	<b>980</b>	<b>159 335</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Annexe visée  
par le CAC

## Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts ( 1 )			
Autres immobilisations financières	349 009		349 009
Clients douteux	18 380	18 380	
Usagers, clients et comptes rattachés	4 439 635	4 439 635	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	69 162	69 162	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	295 358	295 358	
Etat et collectivités publiques	10 386 146	10 386 146	
Groupe et associés	159 335	22 335	137 000
Autres créances	223 031	223 031	
Charges constatées d'avance	23 943	23 943	
<b>TOTAL</b>	<b>15 963 999</b>	<b>15 477 990</b>	<b>486 009</b>
( 1 ) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	81 175	49 237	31 938
Emprunts et dettes financières divers (2)	5 545		5 545
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	1 121 569	1 121 569	
Personnel et comptes rattachés	1 082 794	1 082 794	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 787 225	2 787 225	
Etat et collectivités publiques	19 264	19 264	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	2 169 200	2 169 200	
Produits constatés d'avance	252 272	252 272	
<b>TOTAL</b>	<b>7 519 044</b>	<b>7 481 561</b>	<b>37 483</b>
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	68 826		

Annexe visée  
par le CAC



## Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
<b>Fonds propres</b>									
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>146 360</b>								<b>146 360</b>
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	146 360								146 360
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
<b>Ecart de réévaluation</b>									
<b>Réserves</b>	<b>7 839 020</b>	<b>-153 890</b>							<b>7 685 130</b>
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	167 879								167 879
Autres réserves (dont investissement)	175 588								175 588
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	7 495 553	-153 890							7 341 663
Investissement	4 985 730								4 985 730
Compensation	1 645 453	19 502							1 664 955
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	864 370	-173 392							690 978
<b>Report à nouveau</b>	<b>-913 575</b>	<b>-540 484</b>							<b>-1 454 059</b>
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-173 770	651 781							478 011
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	46 484	700 314							746 798
Charges rejetées par l'autorité	-6 543	6 543							
Charges dont la prise en compte est différée	-213 711	-55 076							-268 787
Autres Reports à nouveau	-739 805	-1 192 265							-1 932 070
Activités des ESMS sous gestion libre		-6 918							-6 918
Autres activités	-739 805	-1 185 347							-1 925 152
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-694 371</b>	<b>694 371</b>					<b>2 063 401</b>	<b>-2 893 531</b>	<b>-830 130</b>
Activités ESMS sous gestion contrôlée	492 381	-492 381					2 063 401		2 063 401
Autres activités	-1 186 752	1 186 752						-2 893 531	-2 893 531
<b>Situation Nette</b>	<b>6 377 434</b>	<b>-3</b>					<b>2 063 401</b>	<b>-2 893 531</b>	<b>5 547 301</b>
Subventions	2 900 213							-1 740 369	1 159 844
Provisions réglementées	524 432							-24 296	500 136
<b>TOTAL</b>	<b>9 802 079</b>	<b>-3</b>					<b>2 063 401</b>	<b>-4 658 196</b>	<b>7 207 281</b>

Annexe visée  
par le CAC

# **Note 7.      TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT**

	2023	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation de périmètre
508_CHUI	0		0	
546_Résidence Accueil	0		0	
548_Centre Social	0		0	
549_JML	0		0	
552_CHRS Domaine de Songoro	59 026	59 026		
553_Pôle Solidarités	17 316		17 316	
563_Service Tutelaire	7 806	7 806		
511_UEEA	-1 402	-1 402		
518_Plateforme Autisme EDAP CRA AJ	477 779	477 779		
519_Maison de Santé Mentale	14 663		14 663	
554_JTEP SESSAD Mar'Ylang	81 543	81 543		
515_IME - SESSAD - Dispositif Intégré	40 167	40 167		
567_SESSAD Moinandzia	763 933	763 933		
973_IME Arc en Ciel	75 575	75 575		
507_Camp Sud	-43 466	-43 466		
568_Camp Nord	-120 868	-120 868		
974_Camp Mamoudzou	-62 735	-62 735		
<b>Secteur Solidarités</b>	<b>1 309 337</b>	<b>1 277 358</b>	<b>31 979</b>	
509_Jeunes en Errance	0		0	En Fermeture
516_MNA ESR et Mise à l'abri	26 880	26 880		
517_MNA SAMIF	22 224	22 224		
545_Ecole Deuxième Chance	-149 588		-149 588	
547_PAEJ	0		0	
555_EPE DAGO	286 435	286 435		
556_Maison des adolescents	0		0	
557_Pôle Enfance	-113 166		-113 166	
559_Section animation de la vie sociale	3 928		3 928	
560_Médiation familiale	1 169		1 169	
564_AEMO	294 334	294 334		
565_CER	251 585	251 585		
566_MECS	121 976	121 976		
569_LVA	-252 649	-252 649		
<b>Secteur Jeunesse</b>	<b>493 128</b>	<b>750 785</b>	<b>-257 657</b>	
558_Formations	-157 104		-157 104	
561_M'Tsangabeach	-47 466		-47 466	
562_SIAE	-2 130 924		-2 130 924	
<b>Secteur Commerces et Services</b>	<b>-2 335 494</b>	<b>0</b>	<b>-2 335 494</b>	
550_Association	-332 359		-332 359	
551_Siège	35 258	35 258		
<b>Secteur Groupe - Support</b>	<b>-297 101</b>	<b>35 258</b>	<b>-332 359</b>	
<b>Résultat Global</b>	<b>-830 130</b>	<b>2 063 401</b>	<b>-2 893 531</b>	

Annexe visée  
par le C

## Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	238 873							238 873
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.								
Provisions pour renouvellement des immobilisations	285 559		-24 296					261 263
Provision liée à l'Effort de Construction								
Autres provisions réglementées								
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>524 432</b>		<b>-24 296</b>					<b>500 136</b>
Provisions pour litiges salariaux								
Provisions pour risques								
Provisions pour charges								
Provisions pour grosses réparations	888 411		-97 779					790 632
Provisions pour départ à la retraite								
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges	197 837	46 500		-186 517				57 820
<b>TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1 086 248</b>	<b>46 500</b>	<b>-97 779</b>	<b>-186 517</b>				<b>848 452</b>
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles	5 774							5 774
- financières								
Sur stocks et en cours		18 380						18 380
Sur comptes clients		2 370 850						2 370 850
Autres dépréciations								
<b>TOTAL DEPRECIATIONS</b>	<b>5 774</b>	<b>2 389 230</b>	<b>-122 075</b>	<b>-186 517</b>				<b>2 395 004</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 616 454</b>	<b>2 435 730</b>	<b>-122 075</b>	<b>-186 517</b>				<b>3 743 592</b>
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		2 435 730	-97 780	-186 517				
- financière			-24 296					
- exceptionnelle								
- provision pour impôts								

Annexe visée  
par le CAC

## Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations Montant Global	Dont rembours	Transferts	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E=A+B+C+D	
Immobilisations	791 230		-105 400		-218 396	467 434	467 434
Immobilisations acquises	433 171		-153 693		218 396	497 874	
Travaux non immobilisés	287 751		-50 221			237 530	237 530
Extensions de places		105 000	-25 176			79 824	
Charges de personnel	41 082					41 082	41 082
Financement formation	407 641	30 346	-155 319			282 669	252 323
Produits pharmaceutiques		7 259				7 259	
COVID19	118 983					118 983	118 983
Fonctionnement	44 653	15 459				60 112	42 211
<b>FD s/ contributions d'ATC</b>	<b>2 124 512</b>	<b>158 064</b>	<b>-489 808</b>			<b>1 792 768</b>	<b>1 159 564</b>
Immobilisations	325 183		-63 461		-4 104	257 618	232 288
Immobilisations acquises	560 399		-227 440		4 104	337 062	
Charges de personnel	65 227	17 882				83 109	65 227
Formation	38 550					38 550	38 550
Fonctionnement	2 198 020	262 020	-1 795 488	-955 617		664 551	285 675
Observatoire de la Vie Sociale	85 000		-50 375			34 625	34 625
Dispositifs Hébergement Insertion		2 026 835				2 026 835	
Dispositifs Hébergement		536 296				536 296	
Dispositifs CMPP		246 391				246 391	
Dispositifs CHU	365 366	381 613	-365 366			381 613	
Dispositifs CPCA		63 061				63 061	
Exp. GMS	416 673	285 127	-416 673			285 127	
Ville Mamoudzou - Parc Agricole Kaweni		444 559				444 559	
Protection de l'enfance	26 000		-26 000				
Plan Pauvreté - Autonomie Numérique		73 076				73 076	
ESMS Numérique	407 425	495 750	-106 346			796 829	
Lutte contre la radicalisation	113 257					113 257	113 257
Subv FDS Réunification Familiale 2019	9 786					9 786	9 786
SUMA SUHA 2019	22 497		-22 497				
Jeunes et Familles invisibles	4 146	271 338	-4 146			271 338	
Projet Culture santé	18 972		-18 972				
Covid 19	5 499					5 499	5 499
FSE	35 795					35 795	
EVARs	61 943		-61 943				
ISTF	4 600	6 156	-4 600			6 156	
FD DEETS		23 676				23 676	
FD quartier d'été / ADJ		264 131				264 131	
Médiation sociale et ambassadeur de l'eau		339 072				339 072	
FD 1000er jours		25 881				25 881	
FD Auto école		60 923				60 923	
FIR		14 722				14 722	
<b>FD s/ subventions</b>	<b>4 764 338</b>	<b>5 838 508</b>	<b>-3 163 308</b>	<b>-955 617</b>		<b>7 439 538</b>	<b>784 907</b>
<b>Total</b>	<b>6 888 850</b>	<b>5 996 572</b>	<b>-3 653 116</b>	<b>-955 617</b>		<b>9 232 306</b>	<b>1 944 472</b>

Exe visée  
par le CAR

## Note 10. CHARGES A PAYER

	31/12/2023
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	
<b>Fournisseurs d'exploitation</b>	<b>126 265</b>
Congés payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	1 164 239
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	1 368 906
Etat - autres charges à payer	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>2 533 145</b>
Clients - Avoirs à établir	
Divers - Charges à payer	
<b>Autres dettes</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 659 410</b>

## Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2023
<b>Créances usagers et comptes rattachés</b>	<b>425</b>
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs	40
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	285 508
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	180 000
Comptes courants produits à recevoir	22 335
Divers - Produits à recevoir	
<b>Autres</b>	<b>487 883</b>
<b>TOTAL</b>	<b>488 308</b>

## Note 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Financier	31-12-2023	31-12-2022
Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités		141 958
Département de Mayotte		231 244
Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	252 272	210 832
<b>Total</b>	<b>252 272</b>	<b>584 034</b>

Annexe visée  
par le CAC



## Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2023	31/12/2022	FINANCEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles brutes	317 809	303 782	Apports, dotations, rés et fonds propres	314 239	314 239
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	218 776	218 776	Réserves affectées à l'investissement	5 161 318	5 161 318
- Agencements	1 297	1 297	Réserve de compens des charges d'amort.		
- Constructions	2 036 329	1 943 411	Subventions d'investissement	1 159 844	2 900 213
- Installations, matériels et outillages	232 733	225 291	Provisions réglementées	261 263	285 559
- Autres immobilisations corporelles	9 320 681	8 064 528	Provisions régl. des PV nettes d'actif	238 873	238 873
Immo. corporelles et incorporelles en cours	21 658	509 883	Fonds dédiés immobilisations	1 797 518	2 397 733
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	81 023	149 850
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus	5 545	3 552
Immobilisations financières	350 018	335 878	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	204 246	30 011
Charges à répartir			- Agencements des terrains	373	113
Autres			- Constructions	894 578	680 030
			- Installations, matériels et outillages	162 777	138 789
			- Autres immobilisations corporelles	5 214 221	3 970 618
			Dépréciations des immobilisations	5 774	5 774
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-1 932 070	-739 805
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
<b>Biens stables (II)</b>	<b>12 499 301</b>	<b>11 602 846</b>	<b>Financements stables (I)</b>	<b>13 569 522</b>	<b>15 536 867</b>
<b>FRI NÉGATIF (I-II)</b>			<b>FRI POSITIF (I-II)</b>	<b>1 070 221</b>	<b>3 934 021</b>
Reports à nouveau déficitaires	1 399 624	186 784	Réserves et provisions à la couv du BFR	690 978	864 370
Résultat déficitaire	830 130	694 371	Réserves de compensation des déficits	1 664 955	1 645 453
Créances Glissantes			Résultat excédentaire		
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	2 146 422	226 725
Autres			Provisions pour risques et charges	848 452	1 086 248
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Fonds dédiés d'exploitation	7 434 790	4 491 115
Actifs stables d'exploitation (IV)	2 229 754	881 155	Dépréciation des stocks et créances	2 389 230	
			Autres		
			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
<b>FRE NÉGATIF (III-IV)</b>			<b>Financements stables d'exploitation (III)</b>	<b>15 174 827</b>	<b>8 313 911</b>
<b>FRNG NEGATIF</b>			<b>FRE POSITIF (III-IV)</b>	<b>12 945 073</b>	<b>7 432 756</b>
Stocks			<b>FRNG POSITIF</b>	<b>14 015 294</b>	<b>11 366 777</b>
Avances et acomptes versés	47 535	166 242	Avances reçues	6 454	
Organismes payeurs, usagers	4 439 635	830 443	Fournisseurs d'exploitation	1 121 569	1 230 811
Créances diverses d'exploitation	10 973 697	9 057 353	Dettes fiscales et sociales	3 889 283	3 030 543
Créances irrécouvrables en non-valeur	18 380		Dettes diverses d'exploitation	2 169 200	72 010
Charges constatées d'avance	23 943	10 880	Produits constatés d'avance	252 272	584 034
Dépenses pour congés payés	268 787	213 711	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Autres	159 335	1 041 821	Fonds en dépôt par les résidents		
Valeurs d'exploitation (VI)	15 931 312	11 320 450	Autres		
<b>BFR (VI-V)</b>	<b>8 492 534</b>	<b>6 403 052</b>	<b>Dettes d'exploitation (V)</b>	<b>7 438 778</b>	<b>4 917 398</b>
Valeurs mobilières de placement	275 057	274 916	<b>EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)</b>		
Disponibilités	5 247 855	4 688 809	Fournisseurs d'immobilisations		
Régie d'avance			Fonds des majeurs protégés	152	
Comptes de liaison trésorerie			Concours bancaires courants		
Liquidités (VIII)	5 522 912	4 963 725	Ligne de trésorerie		
<b>TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)</b>	<b>5 522 760</b>	<b>4 963 725</b>	Intérêts courus non échus		
			Autres		
			Comptes de liaison trésorerie		
<b>TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>36 183 279</b>	<b>28 768 176</b>	<b>Financements à court terme (VII)</b>	<b>152</b>	
			<b>TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)</b>		
			<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)</b>	<b>36 183 279</b>	<b>28 768 176</b>

Annexe visée  
par le CAF

## Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>4 963 725</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-782 893</b>
+ Amortissements	1 734 265
+ Provisions	2 151 433
+ Fonds dédiés	2 343 460
+ Autres	-231 627
<b>Resultat brut d'exploitation</b>	<b>5 214 638</b>
- Frais financiers	-2 103
+ Produits financiers	34 530
- Impôt sur les sociétés	
+/- Charges et produits exceptionnels	-57 397
+/- Autres	
<b>Capacité d'auto-financement</b>	<b>5 189 668</b>
Variation des créances d'exploitation	-6 064 529
Variation des dettes d'exploitation	2 521 380
<b>- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>-3 543 149</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>1 646 519</b>
- Acquisition d'immobilisations	-1 073 751
+ Cession d'immobilisations	53 100
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-1 020 651</b>
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire	
+ Subventions d'investissement reçues	
+ Emissions d'emprunts	
- Remboursements d'emprunts	-68 826
+/- Dépôts de garanties reçus	1 993
+ Autres variations	
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-66 833</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>5 522 760</b>

Annexe visée  
par le CAC

## Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2023	31/12/2022
Solidarités	21 361 661	16 932 918
Jeunesse	17 370 519	13 831 137
Commerce et Services	2 855 691	2 203 404
Groupe - Support	1 085 767	614 453
Facturation entre établissements	-181 414	-243 382
<b>Produits par activité</b>	<b>42 492 224</b>	<b>33 338 530</b>
Gestion libre	18 800 737	15 425 966
Gestion contrôlée	23 781 544	17 955 444
Facturation entre établissements	-90 057	-42 880
<b>Produits par nature de financement</b>	<b>42 492 224</b>	<b>33 338 530</b>
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	42 492 224	33 338 530
<b>Produits par secteur fiscal</b>	<b>42 492 224</b>	<b>33 338 530</b>

## Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles				4 500	34 080	(29 580)
Immobilisations corporelles	29 000	24 271	4 729	600		600
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
<b>Opérations en capital</b>	<b>29 000</b>	<b>24 271</b>	<b>4 729</b>	<b>5 100</b>	<b>34 080</b>	<b>(28 980)</b>
Aux amortissements excep. des immo.		51 292	(51 292)		26 345	(26 345)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées	24 296		24 296	13 139	78 214	(65 075)
Aux provisions pour risques et charges						
Aux dépréciation exceptionnelles						
<b>Dotations et reprises</b>	<b>24 296</b>	<b>51 292</b>	<b>(26 996)</b>	<b>13 139</b>	<b>104 559</b>	<b>(91 420)</b>
Pénalités et amendes		15	(15)		2 815	(2 815)
Dons, libéralités					220	(220)
Indemnités rupture de bail Tsingoni		60 000	(60 000)			
Autres charges et produits exceptionnels	2 618		2 618	1 191	2 206	(1 015)
<b>Opérations de gestion</b>	<b>2 618</b>	<b>60 015</b>	<b>(57 397)</b>	<b>1 191</b>	<b>5 241</b>	<b>(4 050)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>55 914</b>	<b>135 578</b>	<b>(79 664)</b>	<b>19 430</b>	<b>143 880</b>	<b>(124 450)</b>

Annexe visée  
par le CAC



## Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre	-2 893 531	-1 186 752
Résultat comptable sous gestion contrôlée	2 063 401	492 381
<b>Résultat Comptable</b>	<b>-830 130</b>	<b>-694 371</b>

<b>Reprise de Résultats Antérieurs</b>		
--	--	--

<b>Résultat Effectif Global</b>	<b>-830 130</b>	<b>-694 371</b>
dont Résultat effectif sous gestion propre	-2 893 531	-1 186 752
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	2 063 401	492 381

## Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		1 335 774	
Etat	4 255 565	7 195 251	
Etat - Assurance Maladie - ARS	11 012 915	2 415 080	
Etat - CAF		560 901	
Etat - Dirrecte		117 629	
Etat - ASP		1 031 173	
Régions			
Départements	6 982 919	2 229 123	
Communes, Villes			
Autres Financeurs		727 148	
<b>TOTAL</b>	<b>22 251 399</b>	<b>15 612 079</b>	

Annexe visée  
par le CAC

## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Solidarité	Jeunesse	Commerce et Services	Groupe	Inter Secteur	Total
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>21 361 661</b>	<b>17 370 519</b>	<b>2 855 691</b>	<b>1 085 767</b>	<b>-181 414</b>	<b>42 492 224</b>
Cotisations						
Ventes de biens et services	123 597	3 370	356 963		-181 414	302 516
-Ventes de biens	4 289	4 750	22 396			31 435
-Ventes de prestations de service	119 308	-1 380	334 567		-181 414	271 081
Produits de tiers financeurs	18 472 503	16 498 421	2 300 997	591 557		37 863 478
-Concours publics	12 127 310	10 124 089				22 251 399
-Subventions d'exploitation	6 345 193	6 374 332	2 300 997	591 557		15 612 079
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible						
-Ressources liées à la générosité du public						
-Contributions financières						
Production Stockée						
Production Immobilisée						
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	62 177	14 059		261 103		337 339
Utilisation des fonds dédiés	2 555 534	819 695	95 165	182 721		3 653 115
Autres produits de Gestion Courante	147 850	34 974	102 566	50 386		335 776
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>18 907 553</b>	<b>15 726 158</b>	<b>4 976 543</b>	<b>3 846 277</b>	<b>-181 414</b>	<b>43 275 117</b>
Achat de marchandises		1 647				1 647
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro						
Variation de stocks matières premières et autres appro						
Autres achats et charges externes	3 608 870	2 510 902	542 160	1 043 523	-181 414	7 524 041
Aides financières	629 886	3 353				633 239
Impôts, taxes et versements assimilés	229 591	273 033	48 619	36 966		588 209
Salaires et traitements	7 091 143	7 828 293	1 786 807	1 287 213		17 993 456
Charges sociales	2 329 407	2 483 591	533 548	465 515		5 812 061
Dotations aux amortissements et aux provisions						
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	828 173	433 860	173 547	298 685		1 734 265
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations						
-Sur actif circulant : dotations de dépréciations	383 580	863 040	997 457	145 153		2 389 230
-Pour risques et charges : dotations aux provisions				46 500		46 500
Report de fonds dédiés	3 709 359	1 294 127	479 457	513 632		5 996 575
Autres charges d'exploitation	97 544	34 312	414 948	9 090		555 894
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 454 108</b>	<b>1 644 361</b>	<b>-2 120 852</b>	<b>-2 760 510</b>		<b>-782 893</b>
<b>QP de résultat sur opérations faites en commun</b>	<b>-1 135 970</b>	<b>-1 146 247</b>	<b>-198 844</b>	<b>2 481 061</b>		
Produits financiers	227			34 303		34 530
Charges financières	5	2 103	-5			2 103
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>222</b>	<b>-2 103</b>	<b>5</b>	<b>34 303</b>		<b>32 427</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 318 360</b>	<b>496 011</b>	<b>-2 319 691</b>	<b>-245 146</b>		<b>-750 466</b>
Produits exceptionnels	24 296		2 618	29 000		55 914
Charges exceptionnelles	33 319	2 883	18 421	80 955		135 578
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-9 023</b>	<b>-2 883</b>	<b>-15 803</b>	<b>-51 955</b>		<b>-79 664</b>
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les sociétés						
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>1 309 337</b>	<b>493 128</b>	<b>-2 335 494</b>	<b>-297 101</b>		<b>-830 130</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 309 337</b>	<b>493 128</b>	<b>-2 335 494</b>	<b>-297 101</b>		<b>-830 130</b>
Total des charges	20 076 847	16 877 391	5 193 803	3 927 233	-2 662 476	43 412 798
Total des produits	21 386 184	17 370 519	2 858 309	3 630 132	-2 662 476	42 582 668

Annexe visée  
par le CAC

## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Gestion Contrôlée	Gestion Libre	Inter Secteur	Total
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>23 781 544</b>	<b>18 800 737</b>	<b>-90 057</b>	<b>42 492 224</b>
Cotisations				
Ventes de biens et services	1 476	391 097	-90 057	302 516
- Ventes de biens		31 435		31 435
- Ventes de prestations de service	1 476	359 662	-90 057	271 081
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>23 008 357</b>	<b>14 855 121</b>		<b>37 863 478</b>
- Concours publics	22 071 399	180 000		22 251 399
- Subventions d'exploitation	936 958	14 675 121		15 612 079
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public				
- Contributions financières				
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	121 848	215 491		337 339
Utilisation des fonds dédiés	565 032	3 088 083		3 653 115
Autres produits de Gestion Courante	84 831	250 945		335 776
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>22 646 848</b>	<b>20 718 326</b>	<b>-90 057</b>	<b>43 275 117</b>
Achat de marchandises	1 647			1 647
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro				
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	4 609 573	3 004 525	-90 057	7 524 041
Aides financières	633 169	70		633 239
Impôts, taxes et versements assimilés	440 683	147 526		588 209
Salaires et traitements	11 849 486	6 143 970		17 993 456
Charges sociales	3 787 295	2 024 766		5 812 061
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	985 203	749 062		1 734 265
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations	112 640	2 276 590		2 389 230
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		46 500		46 500
Reports de fonds dédiés	182 102	5 814 473		5 996 575
Autres charges d'exploitation	45 050	510 844		555 894
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 134 696</b>	<b>-1 917 589</b>		<b>-782 893</b>
<b>QP de résultat sur opérations faites en commun</b>	<b>914 758</b>	<b>-914 758</b>		
Produits financiers	17 016	17 514		34 530
Charges financières	2 106	-3		2 103
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>14 910</b>	<b>17 517</b>		<b>32 427</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>2 064 364</b>	<b>-2 814 830</b>		<b>-750 466</b>
Produits exceptionnels	53 296	2 618		55 914
Charges exceptionnelles	54 259	81 319		135 578
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-963</b>	<b>-78 701</b>		<b>-79 664</b>
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les sociétés				
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>2 063 401</b>	<b>-2 893 531</b>		<b>-830 130</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 063 401</b>	<b>-2 893 531</b>		<b>-830 130</b>
Total des charges	22 703 213	21 714 399	-1 004 814	43 412 798
Total des produits	24 766 614	18 820 868	-1 004 814	42 582 668

Annexe visée  
par le CAC

<b>AUTRES INFORMATIONS :</b>
------------------------------

## **Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **a) Engagements donnés :**

#### **a.1 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit**

en euros	31-12-2023
Part à moins d'un an	1 039
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	216
Part à plus de 5 ans	
<b>TOTAL</b>	<b>1 255</b>

#### **a.2 Garanties données aux établissements financiers**

Nature de la Garantie	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2023
Nantissements de produits financiers	Crédit Agricole de la Réunion	274 000	79 134

#### **a.3 Autres Engagements Donnés**

L'association Mlezi Maore est membre du GIE Alliance Gestion est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2023, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	1 905 814
Dettes d'exploitation	7 833 147
Autres dettes	1 613 328
	<b>11 352 289</b>

Au cours de l'exercice 2023, la participation de Mlezi Maore à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 1,28 %.

Annexe visée  
par le CAC

### **b) Engagements reçus :**

Non applicable.

## **Note 23. EFFECTIF**

<b>Effectifs moyen par CSP</b>	
Direction	34
Administration générale	134
Service Généraux	166
Restauration	1
Socio-éducatif	323
Paramédical	42
Médical	3
Autres fonctions	
<b>Total</b>	<b>703</b>

## **Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs. Au titre de l'exercice 2023, Mlezi Maore n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

## **Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES**

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est Bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

## **Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à 22 000 euros, TVA non récupérable incluse.

## **Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT**

Néant.

Annexe visée  
par le CAC

\*\*\*\*\*